

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL S&D
SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

■ Bruxelles, avril 2015 ■

LUTTER CONTRE LE
TERRORISME



S&D

Group of the Progressive Alliance of
Socialists & Democrats
in the European Parliament

“Avec la liberté d’expression pour arme et fidèles aux plus nobles traditions de cette chambre, nous garantirons que la dignité humaine et la sécurité l’emportent sur la peur et la haine.”

Discours du premier ministre **Jens Stoltenberg**
devant le Storting et pendant la cérémonie en mémoire des victimes
de la tragédie d’Utøya du 22 juillet 2011

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	04
1. LUTTER CONTRE LE TERRORISME DANS UNE UNION FONDEE SUR DES VALEURS MULTIPLES : une approche globale	06
2. COMBLER LA FRACTURE SOCIALE DE L'EUROPE : prévention et déradicalisation, inclusion sociale et éducation	10
3. REPENSER LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'UE POUR RELEVER LE DEFI TERRORISTE	16
4. LUTTER CONTRE LE TERRORISME : 10 messages- clés messages	22
LEXIQUE	26

INTRODUCTION

Les attentats de Paris, Copenhague et Tunis, ainsi qu'une fusillade entre policiers et terroristes en Belgique, ont bouleversé l'Europe, au début de 2015. Dans toute l'Europe, les relations entre communautés sont soumises à des tensions croissantes, les terroristes, les racistes et les extrémistes propageant leur haine par la violence et la peur. De vraies solutions ne peuvent être trouvées que si les citoyens européens se dressent contre la terreur et la haine. Sur la base de nos valeurs d'égalité, de liberté, de démocratie, de respect et de tolérance, nous devons trouver un sentiment de cohésion qui nous rassemble pour construire une Europe véritablement pluraliste et tolérante où tous les citoyens ont des chances égales de réussite.

Nous devons voir les choses telles qu'elles sont: selon le dernier rapport d'Europol sur le terrorisme dans l'UE, moins de 2 % des attentats qui ont eu lieu au cours des cinq dernières années sont considérés comme ayant une motivation religieuse. Dans leur grande majorité, il s'agissait d'attaques séparatistes.

En tant que Socialistes et Démocrates, nous insistons sur le fait que la lutte contre le terrorisme ne requiert pas uniquement une réaction sécuritaire et une réponse sociale en Europe. Il s'agit aussi de faire face aux problèmes sociaux dans les pays tiers, pour s'attaquer à certaines des causes profondes qui permettent au terrorisme de se développer: lutter contre la pauvreté, promouvoir les droits de l'homme et chercher à résoudre les conflits.

Les actes terroristes sont avant tout des actes criminels et les réseaux terroristes mondiaux s'apparentent à la criminalité internationale organisée: cela doit être l'argument fondamental à utiliser pour réduire la légitimité et la mystique des organisations terroristes. Cependant, des réponses politiques ciblées doivent être données aux différents types de terrorisme.

Les extrémistes violents et les terroristes parviennent à leurs fins lorsque des personnes de religions et d'origines différentes se méfient les unes des autres, ce qui fait naître des stéréotypes et crée des frontières sociales. Pour remédier à ce problème, nous devons améliorer la communication et accroître la confiance au sein de la société, en Europe et dans le monde entier. Au cours de son histoire, l'Europe a souvent dû surmonter la violence: elle doit tirer les leçons de son passé et aider les autres à y parvenir aussi.

Les États d'où sont originaires les activités terroristes, ou ceux qui servent de terrains d'entraînement aux terroristes, sont en réalité les plus affectés. Leur population en paie le coût humain

et économique le plus élevé. Nous ne devons pas l'oublier lorsque nous élaborons un programme commun permettant à l'Europe et à ces pays de lutter contre la menace terroriste: un tel effort ne peut être efficace que s'il est coordonné et global. Cependant, il est important de noter qu'il n'y a pas de définition commune globale du terrorisme. Les efforts de lutte contre le terrorisme menés conjointement, avec des pays tiers, ne doivent pas servir à étouffer l'opposition politique ou cibler des minorités ethniques.

C'est une erreur de dire que le terrorisme, dans son intégralité, est inspiré par la religion. Il est souvent exacerbé par des différences ethniques, régionales et politiques. Néanmoins, il est important de souligner que les premières et les plus nombreuses victimes de la récente vague de terrorisme ont été des musulmans. En tant que Socialistes et Démocrates, nous insisterons toujours sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un choc des civilisations, ni d'une lutte entre l'Islam et l'Occident, mais de l'utilisation criminelle d'une religion pour perpétrer des attaques terroristes dans le cadre d'une lutte de pouvoir. Nous resterons fidèles à nos propres valeurs, celles d'une Europe multiculturelle et multireligieuse, où la liberté de toutes les religions et croyances est respectée, et où le dialogue interconfessionnel permet de développer la compréhension mutuelle, sur notre continent et dans le monde entier.

Les droits de l'homme doivent être au cœur de la stratégie et de la coopération antiterroristes. Il s'agit de prévenir et de combattre le terrorisme, en s'assurant que la sécurité, les droits de l'homme et l'application de la loi ne s'excluent pas mutuellement mais soient complémentaires.



Gianni Pittella
GIANNI PITTELLA
Président du Groupe S&D

Tanja Fajon
TANJA FAJON
Co-présidente du groupe de travail S&D
sur la lutte contre le terrorisme

Knut Fleckenstein
KNUT FLECKENSTEIN
Co-président du groupe de travail S&D
sur la lutte contre le terrorisme

1. LUTTER CONTRE LE TERRORISME DANS UNE UNION FONDEE SUR DES VALEURS MULTIPLES : une approche globale

Le terrorisme est une attaque directe contre certaines des valeurs fondamentales de l'Union européenne – la démocratie, l'état de droit, le respect des droits fondamentaux et l'unité dans la diversité – et une menace pour la sécurité, la paix, la stabilité et la prospérité que l'intégration européenne a procurées aux citoyens.

Les Socialistes et Démocrates européens sont fermement convaincus que la lutte contre le terrorisme ne peut être couronnée de succès que si les mesures prises par les États membres pour lutter contre le terrorisme satisfont aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier les normes internationales en matière de droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire.

NOUS DEVONS :

- **garantir la sécurité, protéger les droits fondamentaux et faire respecter l'état de droit;**
- **traiter et nous attaquer aux causes profondes du terrorisme; et**
- **veiller à ce que les politiques étrangères et de sécurité européennes communes s'attaquent aux menaces terroristes, ainsi qu'à leurs causes, dans le monde entier.**

Les mesures que nous prenons ne doivent pas saper les principes mêmes qu'elles cherchent à protéger ni compromettre les droits des citoyens. Nous devons combattre le terrorisme à l'intérieur de nos frontières et au-delà, lutter contre l'extrémisme violent et les idéologies extrémistes violentes, œuvrer à la résolution des conflits, renforcer le respect des droits de l'homme à l'étranger, et faire tout notre possible pour défendre les droits fondamentaux, la tolérance, la cohésion sociale et la justice, partout dans le monde.

L'important appui dont bénéficiaient initialement les puissantes mesures de lutte contre le terrorisme prises au début des années 2000 s'est effrité dans de nombreux pays avec la découverte de sérieuses violations des droits de l'homme, comme les extraditions extrajudiciaires, la détention illégale à durée indéterminée et la torture, la surveillance de masse des citoyens, toutes commises au nom de la sécurité. En Europe, aux États-Unis et dans d'autres régions, le public et les tribunaux ont poussé les gouvernements à respecter les droits fondamentaux de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Un changement dans l'opinion publique s'est produit depuis les attentats de Paris, en faveur du renforcement de la sécurité, mais les droits fondamentaux continuent à faire l'objet de sérieuses préoccupations. Nous soutenons pleinement le mandat du Rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

1.1 Assurer la sécurité et la justice, tout en protégeant les droits fondamentaux

Il ne peut y avoir de liberté sans sécurité, mais la sécurité sans le respect des principes démocratiques et de l'état de droit est inacceptable. Notre point de départ est le principe de base européen selon lequel aucune restriction des droits fondamentaux n'est justifiée à moins d'être nécessaire, proportionnée, légitime et à même d'assurer la sécurité qu'elle est censée offrir.

1.2 Utiliser pleinement et évaluer en profondeur toutes les politiques actuelles de sécurité et d'application de la loi dans l'UE

Au lendemain des dernières attaques terroristes en Europe, il est devenu clair qu'il y a de sérieux problèmes d'échange d'informations entre les États membres, en matière de renseignements criminels, et parfois même entre différents organismes au sein d'un État membre. Une multitude de mesures d'application de la loi et de coopération judiciaire sont en vigueur dans l'UE, mais si elles ne sont pas pleinement utilisées, les citoyens courent le risque d'être exposés à des dangers inutiles.

L'UE dispose déjà d'un impressionnant arsenal de mesures de sécurité et d'application de la loi. Toutefois, les instruments existants ne sont pas correctement ni complètement utilisés par les États membres. Outre d'évidentes lacunes dans la mise en œuvre, on observe que l'échange d'informations entre les États membres ou entre les États membres et les agences de l'Union européenne (en particulier Europol et Eurojust) est insuffisant. Nous demandons donc une évaluation en profondeur de toutes les politiques, mesures et instruments actuels de l'UE en matière de sécurité et d'application de la loi, pour trouver ce qui fonctionne, repérer les faiblesses, déterminer les éventuelles lacunes ou failles, et voir si les mesures sont mises en œuvre et utilisées correctement. Cette évaluation est essentielle pour repérer les domaines problématiques et déterminer le type de nouvelles mesures nécessaires, le cas échéant.

Le groupe S&D appelle à ce que la réforme de la réglementation de la protection des données (Data Protection Package) soit adoptée sans tarder. Une coopération policière accrue est en effet nécessaire pour faciliter les efforts de l'Union en matière de sécurité, et celle-ci implique le partage de données à caractère personnel. Nous souhaitons une coopération judiciaire accrue des juges et des procureurs, ainsi que le développement de la confiance réciproque et de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires.

Au lendemain des dernières attaques terroristes en Europe, il est devenu clair qu'il y a de sérieux problèmes d'échange d'informations entre les États membres, en matière de renseignements criminels, et parfois même entre différents organismes au sein d'un État membre.

Nous soutiendrons les initiatives visant à accroître la coopération en matière de sécurité, dans la lutte contre le terrorisme, au sein de l'Europe et en collaboration avec les pays tiers, mais lutterons toujours pour garantir une supervision judiciaire complète, la responsabilité juridique et le respect du droit international.

1.3 Une stratégie européenne pour les combattants européens à l'étranger et les partisans de "l'organisation Etat islamique" qui restent en Europe

Nous demandons une évaluation minutieuse des causes profondes du phénomène nouveau des "combattants européens à l'étranger", l'Europe devant assumer la responsabilité des actes de ses citoyens. Nous pouvons lutter efficacement contre le phénomène en cherchant d'abord à éviter que nos citoyens ne souhaitent rejoindre le terrorisme étranger et en évaluant l'impact de ceux qui reviennent. Aussi longtemps que les citoyens qui reviennent sont considérés comme un risque en termes de sécurité, leur retour doit être surveillé. Les contrôles aux frontières et l'utilisation du système SIS II aux frontières extérieures de l'Union jouent un rôle important. Nous soulignons également que le système avancé d'informations sur les passagers (Advance Passenger Information System, APIS), actuellement en place, donne des informations précieuses sur les passagers aériens arrivant dans l'Union. Toutefois, il est tout aussi important de demander aux personnes qui se sont fourvoyées de rendre compte de leurs actes que de les aider à se réinsérer dans la société européenne en adhérant à ses valeurs.

Si on accorde actuellement beaucoup d'attention au danger que représentent les combattants revenant d'Irak ou de Syrie, nous devons lutter contre la menace croissante de personnes radicalisées qui n'ont jamais quitté l'Europe. Ces militants qui restent en Europe sont parfois frustrés parce qu'ils ne sont pas parvenus à participer aux combats au Moyen-Orient. Il se peut aussi qu'ils n'aient jamais eu l'intention de rejoindre le champ de bataille mais qu'ils aient été radicalisés en Europe

par la propagande de groupes comme "l'organisation Etat islamique". Ces aspirants djihadistes constituent une menace, puisqu'ils pourraient répondre à l'appel de chefs de l'Etat islamique et effectuer des attaques domestiques en riposte aux frappes aériennes sur les zones sous leur contrôle. Ils se sentent proches d'un groupe sans en faire partie, et pourraient finir par commettre des crimes violents. Leurs profils sont variés et il est dès lors difficile de les identifier: ils peuvent avoir un bon niveau d'éducation ou avoir quitté l'école prématurément, être religieux ou aventureux. Le groupe S&D invite les organismes chargés de l'application de la loi dans les États membres à mieux échanger leurs informations et à surmonter leur méfiance et leurs réticences pour coopérer de manière encore plus étroite.

1.4 Pour un PNR européen conforme au droit communautaire

Nous croyons que le partage des données des dossiers passagers (Passenger Name Records, ci-après "PNR") des compagnies aériennes sur les passagers des vols à destination et en provenance d'Europe peut contribuer à perturber les réseaux terroristes ainsi que les principaux réseaux criminels transnationaux. Mais ce n'est pas une "solution miracle" ni une panacée. Nous accepterions donc la collecte des PNR à condition qu'elle soit assortie de sérieuses garanties en matière de protection des données et qu'elle se fasse conformément au droit primaire et à la jurisprudence la plus récente de l'UE, en particulier l'arrêt de la Cour de justice sur la directive sur la conservation des données.

1.5 Priorité urgente de l'UE à la cyber sécurité

Les menaces et les attaques informatiques devenant de plus en plus fréquentes, sophistiquées, et potentiellement dommageables, l'UE et ses États membres doivent développer, au niveau national et européen, une politique de cyber sécurité pour faire face à ce défi en constante évolution. Nous maintenons donc que le développement de politiques de défense adéquates contre les

menaces informatiques devrait devenir partie intégrante de la stratégie antiterroriste de l'UE. Nous maintenons aussi qu'il est important que les entreprises et les pouvoirs publics consacrent des ressources suffisantes à la protection de leurs infrastructures.

Nous demandons instamment à l'UE de devenir une plateforme pour les efforts communs des États membres en matière de cyber sécurité. L'UE doit jouer un rôle coordinateur beaucoup plus ambitieux, sans se limiter comme actuellement à établir des normes minimales concernant les infractions pénales. Il est bon de faciliter la coopération en matière d'application de la loi par le biais d'Europol, y compris avec le nouveau Centre européen de lutte contre la cybercriminalité, mais ce n'est pas suffisant. Des politiques et stratégies de défense informatique simplement "nationales" ne permettent pas de faire face à la menace des cyberattaques, étant donné que le cyberspace couvre le monde entier et que l'attaque peut même trouver son origine à l'étranger. Nous soulignons aussi l'importance de l'innovation technologique, de la recherche et de l'expertise et conseillons donc vivement un financement accru de l'UE dans ce domaine au cours des prochaines années.

1.6 La sauvegarde de la libre circulation des personnes: une valeur fondamentale de l'Union

Comme le suggère une récente déclaration de FRONTEX, il n'y a pas de lien entre terrorisme et immigration. Les Socialistes et Démocrates refusent de considérer uniquement les problèmes de conflit et de terrorisme sous l'angle du contrôle de l'immigration.

Ils accorderont toujours la priorité à la lutte contre la violence, au sauvetage des vies, à la promotion des droits humains, au sein de l'UE et dans le cadre des relations avec les autres pays.

Nous invitons les États membres de l'UE à faire pleinement usage des accords de Schengen et à augmenter considérablement leur coopération dans ce domaine, plutôt que de mettre en péril la libre circulation, qui est l'une des libertés les plus importantes de l'Union. Nous nous opposons donc aux propositions de suspension du système de Schengen, et encourageons plutôt les États membres à renforcer les règles existantes, qui permettent déjà d'introduire temporairement des contrôles de documents, et à mieux utiliser les systèmes SIS II et VIS. Les principes et les règles du code frontières Schengen, actuellement en vigueur, permettant d'effectuer des contrôles ciblés sur les individus au moment où ils franchissent des frontières extérieures, devraient être mis en œuvre correctement, aux endroits et aux moments où c'est nécessaire.

Enfin, nous invitons l'UE à mettre à l'ordre du jour la question de l'autorisation parentale requise pour les mineurs qui quittent le territoire de leur État membre de résidence. Le principe de l'autorisation parentale est actuellement appliqué de manière inégale dans l'Union. Il faudrait un sérieux débat public et des discussions entre experts pour déterminer si ce permis obligatoire est nécessaire au niveau de l'UE.

Nous invitons les États membres de l'UE à faire pleinement usage des accords de Schengen et à augmenter considérablement leur coopération dans ce domaine, plutôt que de mettre en péril la libre circulation, qui est l'une des libertés les plus importantes de l'Union.

2. COMBLER LA FRACTURE SOCIALE DE L'EUROPE : prévention et déradicalisation, inclusion sociale et éducation

Il est essentiel d'organiser un débat sur les motivations des jeunes Européens qui partent en Syrie, en Irak et dans d'autres zones de guerre (ou en reviennent). L'UE doit se poser cette question inconfortable: Pourquoi est-ce que tant de jeunes gens sont plus attirés par une idéologie qui approuve les décapitations de masse, le travail forcé et le déni des droits des femmes, que par tout ce que l'Europe leur propose?

Bien que les combattants européens à l'étranger ne constituent pas une population homogène, il y a indubitablement une relation entre la radicalisation et le désenchantement des jeunes. Bien qu'il ne soit pas nécessairement causé par la pauvreté, ce lien trouve son origine dans le désespoir, la méfiance à l'égard de la démocratie, des expériences de discrimination ou d'intolérance, et la désillusion. Lorsque nous élaborons des politiques de prévention et de déradicalisation, nous devons comprendre que la radicalisation est un processus complexe impliquant au moins quatre aspects: l'identité, la religion, la dimension socio-économique et la géopolitique. Le groupe S&D est en faveur d'une approche globale, intersectorielle, garantissant l'implication de l'éducation et de la formation, l'intégration/l'inclusion sociale, les médias, les centres de détention, le secteur de la santé et la réadaptation.

2.1 Impliquer les parents

Les jeunes se posent des questions d'identité et d'appartenance, indépendamment de leur religion. La quête d'identité, commune aux adolescents, génère chez les jeunes générations un besoin de reconnaissance et de valorisation. Celui-ci se manifeste principalement à l'école, dans la pratique du sport et des arts, mais aussi dans la délinquance, comme un défi aux normes sociales et à la religion. Dans de nombreux cas, la jeunesse radicalisée s'identifie à une contre-culture qui, dans le meilleur des cas, a de sérieuses réserves envers l'"establishment", quand elle ne le rejette pas purement et simplement.

Nous préconisons une approche axée sur la communauté, ce qui requiert de travailler avec l'environnement social primaire et la famille. Les parents jouent un rôle absolument central dans la prévention de la radicalisation. Dans la plupart des cas, ils sont les premiers à remarquer les symptômes précoces d'auto-isollement de leurs enfants. Comme ils ont une influence sur eux et veulent les protéger du danger, il est essentiel d'impliquer les parents. Les parents doivent avoir accès à toute l'information nécessaire et être en mesure de se tourner vers des professionnels et des travailleurs sociaux - pas seulement la police - à tout moment. Les États membres devraient mettre en place des permanences téléphoniques pour les parents, mais aussi pour les enfants et les jeunes qui découvrent des indices de radicalisation dans leur famille ou leur entourage. Nous appelons à la mise en place de formations ciblées pour impliquer les parents et les enseignants, ainsi que de services de conseil dans les écoles, à l'attention des enfants et des parents.

2.2 Les femmes et la radicalisation

Un nombre croissant de jeunes femmes musulmanes européennes sont radicalisées et recrutées par les groupes terroristes. Bon

nombre des femmes vivant en Europe qui rejoignent ces groupes terroristes viennent de milieux familiaux difficiles. Pour elles, c'est une échappatoire aux pressions culturelles. Tout cela rend les jeunes femmes musulmanes vulnérables à la radicalisation. L'UE et les États membres doivent s'attaquer aux racines du problème en soutenant de vastes programmes encourageant les jeunes femmes musulmanes européennes à lutter pour plus d'égalité, en mettant en place des réseaux de soutien et des plates-formes pour qu'elles puissent se faire entendre en toute sécurité et, finalement, en contribuant à générer un environnement de sécurité et d'espoir pour elles.

L'UE doit également soutenir les programmes qui cherchent à promouvoir une meilleure compréhension de la position de l'islam sur les femmes, comprenant l'éducation, la participation publique et la contribution civique, en soutenant et en travaillant avec des groupes islamiques qui ont la crédibilité nécessaire pour générer le changement dans leurs communautés.

2.3 Donner une voix aux familles des victimes

Les survivants d'attentats et les membres des familles des victimes décédées sont des voix crédibles pour discréditer le message des extrémistes violents. Ce faisant, ils contribuent à une société plus tolérante et plus ouverte. Nous voulons que l'UE augmente le financement des projets et des actions qui visent à aider et à protéger les victimes du terrorisme.

2.4 Lutter contre le message et la propagande des extrémistes sur l'internet

Les nouvelles technologies de communication de masse sont un puissant vecteur de diffusion des points de vue minoritaires et radicaux auprès d'un public nombreux, au niveau mondial.

Les jeunes se posent des questions d'identité et d'appartenance, indépendamment de leur religion. La quête d'identité, commune aux adolescents, génère chez les jeunes générations un besoin de reconnaissance et de valorisation. Celui-ci se manifeste principalement à l'école, dans la pratique du sport et des arts, mais aussi dans la délinquance, comme un défi aux normes sociales et à la religion.

Il est urgent d'aborder les facteurs sous-jacents de l'internet et du recrutement. De septembre à décembre 2014, au moins 46 000 comptes Twitter ont été utilisés par les partisans de "l'organisation Etat islamique", bien que tous n'aient pas été actifs en même temps. Nous devons entraver la diffusion de la propagande terroriste sur les médias sociaux, mais il ne sera jamais possible de la supprimer complètement de l'internet.

Tout en repoussant l'idée d'une "guerre de propagande", l'UE a le devoir de faire passer un message alternatif à celui des terroristes dans toutes ses communications, y compris sur les médias sociaux, qui - par définition - dépassent les frontières. Nous invitons aussi ceux qui sont impliqués professionnellement dans l'internet, les plates-formes de médias sociaux et les entreprises de publicité, à faire passer des messages positifs, alternatifs, qui séduiront la jeune génération et discréditeront la propagande de "l'organisation Etat islamique". Un groupe de travail devrait être mis en place pour coordonner les travaux en matière d'accès, de suppression de contenu, afin de trouver un juste équilibre entre la protection de la liberté d'expression et la prévention de l'incitation à la violence, dans le respect intégral des principes directeurs des Nations unies et en coopération avec les autorités judiciaires. Ces mesures ne doivent pas être utilisées pour lutter contre la dissidence et la critique.

Nous demandons instamment à l'UE d'augmenter le financement des programmes (impliquant les ONG, la société civile et les organisations de médias communautaires) qui favorisent les identifications positives, par le sport et la culture. Nous devons soutenir les militants de base qui peuvent devenir les partenaires de réseaux et de communautés et générer des messages "viraux" alternatifs.

2.5 Pleins feux sur les témoignages des personnes qui reviennent désabusées et des anciens extrémistes

Nous avons besoin d'une stratégie pour les jeunes qui reviennent en Europe, désabusés après leur implication dans "l'organisation Etat islamique".

La Commission et le Service européen pour l'action extérieure doivent agir de toute urgence pour élaborer une stratégie de l'UE sur la façon de traiter les rapatriés de Syrie, d'Irak et d'autres zones de guerre. Des mesures telles que la confiscation des passeports et le retrait de la citoyenneté de l'UE ne résoudront pas le problème. Les rapatriés les plus dangereux seront ceux ayant des antécédents criminels.

Les témoignages de première main des personnes qui reviennent désillusionnées sont cruciaux pour discréditer le message de "l'organisation Etat islamique". Pouvoir raconter à quoi ressemblent la vie quotidienne et l'avenir au sein de "l'organisation Etat islamique" peut se révéler une arme efficace. Mais les personnes qui reviennent désabusées sont souvent confrontées à d'énormes risques, y compris des menaces de mort de la part de "l'organisation Etat islamique". Un programme de protection des témoins doit donc être mis en place. Nous pouvons nous appuyer sur l'expérience des États membres qui ont développé des instruments adaptés pour lutter contre la menace du crime organisé et des mafias.

Tout en accordant une importance adéquate à la réadaptation des personnes, les communications qui les impliquent et les utilisent devront montrer que nous comprenons que nous devons lutter contre la discrimination et proposer une vraie intégration dans la vie sociale et économique à toutes les communautés affectées.

2.6 Révéler les luttes intestines et la rivalité entre les terroristes

Une façon de vaincre une organisation terroriste est qu'elle se défasse elle-même et s'autodétruit. La rivalité et la concurrence entre les groupes terroristes est évidente, non seulement si l'on considère la concurrence à laquelle se livrent "l'organisation Etat islamique" ou Al-Qaïda pour gagner des partisans, mais aussi sur les champs de bataille de Syrie, d'Irak et d'ailleurs. L'UE et ses États membres peuvent contribuer à diminuer la menace terroriste en démontrant que ces groupes ne sont pas ce qu'ils prétendent être. Ils ne sont pas de preux chevaliers rassemblés sous la bannière du prophète. Ce sont des criminels et des assassins qui se disputent le pouvoir par les armes.

Les États membres doivent mettre en évidence les témoignages, toujours plus nombreux, de luttes intestines et de conflits internes au sein de "l'organisation Etat islamique". Cela peut inclure la publication d'informations traditionnellement considérées comme réservées aux services de renseignement. Toutefois, les clivages idéologiques correspondent souvent aux différences ethniques. Il serait contre-productif d'insister sur les divisions ethniques dans la lutte contre le terrorisme.

Nous invitons l'UE à promouvoir un partenariat entre gouvernement et médias pour que les informations de fond sur les actes liés au terrorisme soient meilleures et plus précises. La couverture médiatique devrait moins insister sur les scènes horribles, l'alarmisme et le sensationnalisme, et se concentrer davantage sur une information équilibrée et neutre. Les journalistes, dont la responsabilité en termes de renforcement de la démocratie et de la liberté d'expression est considérable, devraient éviter les pratiques contraires à l'éthique ainsi que le sensationnalisme.

Nous devons reconnaître que les groupes terroristes ne sont généralement pas des organisations structurées et homogènes, mais des réseaux au maillage lâche, constitués de groupes distincts, dont les origines et les motivations divergent. Dans le cadre de notre politique étrangère et de sécurité, nous devrions chercher à dissocier activement certains groupes du terrorisme et, avant toute chose, éviter qu'ils s'y livrent.

2.7 La déradicalisation et la réadaptation dans les prisons

Il faut développer et contrôler les programmes de lutte contre la radicalisation dans les prisons. Ceux-ci devraient inclure la surveillance, l'enquête et la poursuite des infractions, mais aussi des mesures "douces", notamment la resocialisation par des services de conseils, en particulier spirituels et religieux.

Les États membres de l'UE devraient provisionner les fonds nécessaires, en particulier pour la formation d'un personnel pénitentiaire spécialisé. Si le personnel pénitentiaire soupçonne ou découvre des indices de tentatives de recrutement, il convient d'y faire face immédiatement, de la manière légale la plus appropriée. L'isolement est une solution réactive, pas préventive. Le surpeuplement et le manque de personnel peuvent contribuer à générer des conditions favorables à la radicalisation.

Les programmes de déradicalisation et de réadaptation dans les prisons doivent inclure une formation pratique. Il est très difficile pour les ex-extrémistes et les ex-criminels d'obtenir un emploi rémunérateur une fois sortis de prison. Nous devons donc redoubler d'efforts et imaginer une stratégie cohérente pour fournir une formation pratique s'adressant spécifiquement à ces personnes, qui leur permettra de réintégrer la société en tant que membres productifs et contributeurs.

2.8 La tolérance religieuse et la diversité comme outils pour renforcer l'intégration

Nous exhortons les États membres à réfléchir à la façon dont toutes les religions sont enseignées.

L'information selon laquelle certains combattants étrangers européens se sont préparés pour la bataille en lisant "l'Islam pour les nuls" et "Le Coran pour les nuls" démontre que le rôle de la religion dans la radicalisation (et la déradicalisation) n'est pas correctement compris. Nous devons comprendre le contenu des croyances religieuses des groupes extrémistes pour discréditer leur message négatif. On peut parvenir à cette meilleure compréhension en chargeant les enseignants, les familles et les mosquées de faciliter le dialogue religieux et interculturel, en enseignant aux enfants et aux jeunes l'histoire des religions et en les initiant aux médias, en répondant aux besoins d'élèves d'horizons différents, en inculquant les valeurs fondamentales communes, et en prévenant et luttant contre le racisme et l'intolérance.

Nous exhortons les États membres à prévoir davantage de financement public pour la formation des érudits et des imams en Europe, afin qu'ils puissent fournir un encadrement et favoriser la compréhension dans le contexte européen.

L'UE et ses États membres doivent reconnaître la diversité au sein de la communauté musulmane elle-même. L'UE doit encourager le débat avec et entre les différentes tendances et confessions au sein de l'Islam et développer un partenariat dans la lutte contre l'extrémisme violent, en particulier avec l'Organisation de la coopération islamique.

2.9 La liberté de croyance et d'expression

Nous soutenons la liberté de croyance et pensons qu'aucune religion particulière ne doit faire l'objet de restrictions. Nous devons agir contre les messages de haine et l'incitation au terrorisme, tout en respectant la liberté d'expression. Mais nous devons nous assurer que cette intervention ne mène pas à l'aliénation ou à la victimisation des communautés, ni à une érosion de la confiance du public dans les organismes chargés de l'application de la loi, au risque d'une perte d'appui.

Un accent disproportionné a été placé sur les musulmans, qui sont déjà victimes d'une discrimination généralisée et d'islamophobie. Les musulmans sont présents en Europe depuis le VII^e siècle. À Dresde, en Saxe, épice de manifestations anti-islamiques du mouvement PEGIDA, les musulmans ne représentent que 0,1 % de la population. La Commission doit de toute urgence faire face à la montée de l'intolérance et de la discrimination dans l'UE. Nous avons longtemps milité en faveur d'une directive globale, à l'échelle européenne, contre la discrimination, y compris sur la base de la religion.

Nous exhortons les États membres à prévoir davantage de financement public pour la formation des érudits et des imams en Europe, afin qu'ils puissent fournir un encadrement et favoriser la compréhension dans le contexte européen.

2.10 La dimension socio-économique

La prévention doit inclure la lutte contre les causes profondes du radicalisme. La radicalisation et le terrorisme ne sont pas directement causés par des problèmes socio-économiques, mais il y a une corrélation entre la précarité, l'exclusion sociale, la culture des bandes, les inégalités croissantes et la discrimination, d'une part, et le radicalisme, de l'autre. Le manque de perspectives et l'absence de possibilités correspondant aux attentes, ainsi que les problèmes de santé mentale, peuvent accroître la probabilité d'une attirance pour les idées radicales.

Les mesures d'austérité peuvent avoir eu une influence sur la radicalisation en augmentant les inégalités et le taux de chômage, en particulier chez les jeunes, conduisant à un sentiment de frustration collective. Le taux de chômage peut refléter des discriminations sur le marché du travail. Nous devons nous attaquer à l'exclusion sociale en tant que cause profonde potentielle de la radicalisation. Les individus sans responsabilité familiale, éducative ou professionnelle sont plus susceptibles d'être enclins à la radicalisation et un sentiment d'exclusion peut créer un environnement dans lequel ils deviennent plus vulnérables aux idées radicales.

Les Socialistes et Démocrates feront en sorte que l'impact sur les communautés musulmanes du Fonds social européen, de la Garantie pour la jeunesse et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes soit évalué, et que des mesures soient prises pour améliorer leur effet sur ces communautés - en termes de lutte contre le terrorisme et de manière générale.

Nous invitons les États membres à mettre en œuvre des programmes d'inclusion sociale et d'insertion professionnelle plus actifs afin de lutter véritablement contre le chômage des jeunes, le chômage de longue durée, les inégalités et l'exclusion sociale.

De nombreuses personnes souffrant de problèmes de santé mentale ne cherchent pas à obtenir des conseils, des médicaments ou un soutien familial, en raison de la stigmatisation dont elles font l'objet; nous devons mieux faire prendre conscience du fait qu'ils peuvent être ciblés par des extrémistes.

2.11 Responsabiliser la communauté et gagner sa confiance

Nous devons comprendre le lien entre la sous-représentation et le processus de radicalisation. Les faiseurs d'opinion de la communauté musulmane sont choisis par la communauté elle-même. De nombreuses initiatives, notamment en matière de dialogue interreligieux, rendent la société plus tolérante mais elles ont échoué, jusqu'à maintenant, sur les questions politiques. Nous avons besoin de davantage de recherche et de données sur la représentation politique des citoyens originaires de pays musulmans. Les partis progressistes peuvent montrer l'exemple et promouvoir la diversité lorsqu'ils préparent leurs listes de candidats aux élections européennes et nationales, en proposant des débouchés et des stages, ainsi qu'en utilisant des modèles comme personnes clés pour encourager la participation.

*“Le rôle de l’Europe est vital.
Seule la coopération permettra
à nos régions de tarir
les sources qui alimentent
le terrorisme et l’empêchera
de parvenir à ses fins.”*

Discours de
Sa Majesté le roi Abdullah II Ibn Al Hussein
devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 10 mars 2015

3. REPENSER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UE POUR RELEVER LE DÉFI TERRORISTE

La lutte contre le terrorisme ne peut être menée qu'au niveau mondial, dans le cadre d'une coopération étroite entre les nations et les organismes régionaux et internationaux chargés de la sécurité, des droits de l'homme et d'autres aspects de la politique étrangère, y compris l'Union européenne, l'OTAN, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, le Conseil des droits de l'homme, l'Assemblée générale de l'ONU et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

L'UE doit intégrer la lutte contre le terrorisme dans son dialogue politique et en matière de droits de l'homme avec les pays tiers. Elle pourra ainsi promouvoir ses propres intérêts sécuritaires par la coopération internationale et la mise en œuvre de résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Une approche conjointe pour lutter contre la radicalisation et combattre le terrorisme devrait être à l'ordre du jour des événements, conférences et sommets internationaux, comme le sommet spécial de l'ONU sur le développement durable (septembre 2015) et les réunions entre l'Afrique et l'UE.

Cependant, il n'y a pas de définition globale commune du terrorisme. Les efforts conjoints de lutte contre le terrorisme avec des pays tiers ne doivent pas servir à étouffer l'opposition politique ou cibler des minorités ethniques. Les stratégies de lutte contre le terrorisme doivent respecter les droits de l'homme pour garantir que leur mise en œuvre ne contrecarre pas leur objectif, qui est de protéger et de maintenir une société démocratique. Les libertés et les droits fondamentaux, repris dans les accords juridiques des Nations unies et de l'Europe, ne sont pas négociables. Ils comprennent le droit à un procès équitable, la présomption d'innocence, le caractère absolument inacceptable du recours à la torture sur les détenus, ou de conditions de détention inhumaines et dégradantes.

Simultanément, les gouvernements de l'UE devraient tirer les leçons des erreurs commises par le passé et éviter de se laisser tenter par une approche à court terme de la menace terroriste. Comme l'a montré l'expérience du printemps arabe, tolérer les violations des droits de l'homme au nom de la stabilité nationale et régionale peut finalement aggraver et non pas prévenir l'extrémisme, la violence et le chaos. Un dialogue en profondeur avec les régimes au pouvoir dans les pays arabes est nécessaire non seulement en matière de lutte contre le terrorisme, mais aussi de violations des droits de l'homme, et d'interprétations sectaires et extrémistes de l'Islam. Toute démarche stratégique de lutte contre le terrorisme qui négligerait cette réalité serait vouée à l'échec. Les gains à court terme tirés de la coopération avec des régimes dictatoriaux ne doivent pas occulter le risque que l'UE perde durablement sa crédibilité aux yeux des populations arabes et musulmanes. Sans une approche équilibrée, l'UE pourrait être perçue comme coopérant avec les dictateurs, ce qui constituerait un formidable outil de recrutement pour les extrémistes, tant dans les pays musulmans qu'en Europe.

3.1 Coopération et dialogue

La coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme implique de travailler avec différents

groupes de pays. Les partenaires de cette entreprise sont avant tout l'Union européenne et ses États membres, ainsi que les alliés démocratiques de longue date, y compris, mais pas exclusivement, les pays alliés de l'OTAN.

Une coopération antiterroriste avec les pays de la Ligue arabe et le Conseil de coopération du Golfe ne peut être efficace à long terme qu'à condition d'être fondée sur le respect des droits de l'homme et accompagnée de réformes politiques dans ces pays. L'UE doit mettre les régimes au pouvoir dans ces pays face à leurs défaillances en matière de gouvernance, aux atteintes aux droits de l'homme qu'ils commettent à l'égard de leurs propres citoyens et à leur rôle dans la promotion du sectarisme. Dans certains de ces pays, les lois antiterroristes ont été critiquées d'avoir pour effet de réduire l'opposition au silence, de discriminer les minorités religieuses et de violer les droits civiques des minorités et des femmes. Quels que soient les gains à court terme de coopération antiterroriste avec ces régimes, ils risquent d'être contrebalancés par une pérennisation des conditions qui conduisent à une augmentation du terrorisme. Lorsqu'elle agit dans le cadre de toute coopération sécuritaire avec ces pays dans la lutte contre le terrorisme, l'UE doit disposer de mécanismes transparents, solides et totalement responsables pour garantir l'absence de complicité de violation des droits de l'homme.

Nous nous félicitons de la signature du protocole d'accord entre le Service européen pour l'action extérieure et le Secrétariat général de la Ligue des États arabes...

Nous nous félicitons de la signature du protocole d'accord entre le Service européen pour l'action extérieure et le Secrétariat général de la Ligue des États arabes dont le but est de renforcer leur coopération en matière de politique et de sécurité dans les domaines d'alerte précoce et de réaction aux crises, de lutte contre le terrorisme et de criminalité transnationale organisée, et pour contrer la prolifération des armes de destruction massive. Une attention particulière devrait être accordée à la nécessité de contrôler et de lutter contre l'éventuelle assistance financière aux organisations terroristes originaires de pays arabes, comme "l'organisation Etat islamique"; l'UE devrait se servir d'outils de politique étrangère plus puissants pour s'attaquer à ce problème.

La Turquie, forte de ses liens étroits avec l'Union européenne et de sa position stratégique dans une région lourdement affectée, est un partenaire potentiellement crucial dans la lutte contre le terrorisme.

La Turquie, forte de ses liens étroits avec l'Union européenne et de sa position stratégique dans une région lourdement affectée, est un partenaire potentiellement crucial dans la lutte contre le terrorisme. L'UE devrait poursuivre un dialogue stratégique de politique étrangère avec la Turquie, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. La Turquie devrait être fortement encouragée à jouer un rôle clé en empêchant le flux de combattants turcs et étrangers de rejoindre "l'organisation Etat islamique" et le Front Al-Nosra (la section syrienne d'Al-Qaïda) et en luttant contre les tendances sectaires qui se développent dans le pays lui-même. L'Europe devrait prendre conscience de ce que la Turquie elle-même a été une victime du terrorisme et de l'importance du processus de paix actuel avec le PKK, ainsi que l'énorme contribution du pays dans l'accueil des réfugiés syriens.

L'Iran a joué un rôle important pour repousser l'avancée de "l'organisation Etat islamique" en Irak, en apportant un soutien au gouvernement de Bagdad et aux peshmergas kurdes du Kurdistan irakien. Nous espérons vivement que l'accord-cadre sur le programme nucléaire iranien conduira à un accord final et complet et ouvrira une brèche permettant un dialogue visant à mettre fin au parrainage d'organisations terroristes dans la région. Et offrira de nouvelles possibilités de dialogue sur les questions régionales, permettant notamment d'aborder la question du soutien de l'Iran au régime de Bachar el-Assad, au Hezbollah et au Hamas. Les Socialistes et Démocrates ont régulièrement plaidé en faveur d'un accord nucléaire et d'une collaboration avec l'Iran pour la réalisation de ces objectifs, et d'autres plus larges. Malgré de nombreuses difficultés, nous espérons que nos aspirations pourront se concrétiser.

Dans le contexte des récentes atrocités commises au Nigeria et au Kenya, nous encourageons le SEAE à poursuivre son dialogue avec l'Union africaine sur la politique de sécurité, axée sur la lutte contre le terrorisme.

L'UE doit également accroître sa coopération antiterroriste avec une série d'autres pays du monde, y compris l'Inde, le Pakistan, la Russie, la Chine, Israël, l'Autorité palestinienne et les États membres de l'ASEAN.

Les organisations de coopération régionale, comme l'OSCE, pourraient jouer un rôle clé dans l'effort commun de lutte contre le terrorisme. Cette organisation, avec son expertise en matière de prévention des conflits, de gestion de crise et d'alerte précoce, peut contribuer aux efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme. L'OSCE contribue par son activité à de nombreuses mesures actuelles de lutte contre le terrorisme, comme la formation de la police et la surveillance des frontières dans les zones de conflit.

Les Socialistes et Démocrates appuieront pour que la coopération antiterroriste avec les pays tiers intègre un examen régulier de la lutte contre le terrorisme dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme. Ils appuieront, de même, pour un contrôle spécifique des lois antiterroristes et de leur mise en œuvre conformément à la réglementation internationale sur les droits de l'homme, et qu'une formation en la matière soit obligatoire dans le cadre de toute coopération avec les forces de sécurité devant en faire l'objet d'un contrôle et d'une évaluation explicites.

Le groupe S&D devrait inviter le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme à poursuivre ses efforts de défense et de promotion de la liberté d'expression, de religion ou de croyance, ainsi que d'autres valeurs universelles.

3.2 Lutter contre le message des extrémistes

Relancer les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE

Les Socialistes et Démocrates soulignent l'importance de relancer le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE qui ne peut qu'encourager les efforts de ce pays à lutter contre le terrorisme et démontrer qu'un pays à majorité musulmane a pleinement sa place dans l'avenir de l'Europe.

Pour que la lutte contre le terrorisme soit efficace, le message idéologique qui sous-tend les actions des groupes extrémistes doit être remis en question. Ces groupes prospèrent sur la fausse opposition entre musulmans, d'une part, et le reste du monde, de l'autre. Réactiver les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, sur la base de conditions strictes mais équitables,

constituerait une puissante réfutation de ce message de “choc des civilisations”. Cela montrerait que l’UE ne se considère pas comme un “club chrétien”, mais comme une communauté politique fondée sur des valeurs.

Établir des contacts avec l’Islam politique

Les violations des droits de l’homme et la répression persistantes dont se rendent coupables de nombreux régimes dans le monde arabe ont convaincu nombre de leurs adversaires que les instruments juridiques et les politiques démocratiques n’avaient aucun sens, ce qui aurait tendance à les rapprocher plutôt qu’à les éloigner des groupes armés. Les islamistes politiques jouissent d’un appui notoire dans les sociétés majoritairement musulmanes. L’histoire du monde musulman montre qu’il est impossible d’éradiquer l’Islam politique par la force et les tentatives de le faire risquent de renforcer la croyance populaire que l’Europe a deux poids et deux mesures en matière de respect de la démocratie.

Un dialogue doit être engagé avec les mouvements islamistes non violents. Tant qu’ils ne se livrent pas à des activités violentes, ils doivent être acceptés comme des acteurs politiques dans le monde musulman. En tant que musulmans conservateurs, ils peuvent être un antidote efficace aux mouvements extrémistes comme “l’organisation Etat islamique” et Al-Qaïda.

Les Socialistes et Démocrates plaideront en faveur d’un nouvel et puissant élan visant à promouvoir le dialogue interconfessionnel dans certains pays, certaines régions, entre l’Europe et les pays tiers et dans le monde entier.

3.3 S’attaquer aux facteurs sous-jacents

L’UE doit passer du stade d’alerte précoce à celui de développement d’une capacité de réaction précoce. Les efforts de l’UE pour lutter contre le terrorisme doivent également identifier les racines socio-économiques et culturelles profondes de ce phénomène et se concentrer sur celles-ci. Pour garantir le respect des valeurs fondamentales que sont les droits de l’homme, l’état de droit et la démocratie, l’UE doit tenir compte de la nature du régime politique des pays avec lesquels elle coopère.

Les causes profondes du terrorisme se retrouvent souvent dans les dictatures, la répression, la corruption, la mauvaise gouvernance, les violations des droits de l’homme, l’absence de liberté politique et de libertés civiles, le sectarisme et les idéologies religieuses intolérantes. Les interventions passées dans le monde musulman et la politique relative aux colonies de peuplement israéliennes sont des facteurs susceptibles de contribuer au développement d’un sentiment d’injustice chez

beaucoup dans la communauté musulmane, tant en Europe que dans le reste du monde. Les communautés musulmanes en Europe n’y sont pas non plus indifférentes.

Les pays désireux de jouer un rôle dans la lutte antiterroriste, en particulier ceux où le phénomène trouve son origine ou qui servent de terrain de formation, doivent être encouragés à prendre en main la prévention du terrorisme et à rejeter l’“appel aux armes” contre l’“imposition” des valeurs ou de la culture occidentale. Au Nigéria, par exemple, Boko Haram est né de cette méfiance. Le nom de ce groupe signifie “pas de livres”, ce par quoi il faut entendre “pas de livres occidentaux”. Les citoyens de ces pays sont les premières victimes du terrorisme et ils ont tout intérêt à coopérer avec la communauté internationale.

L’intervention en Irak en 2003, les guerres civiles en Syrie et en Libye et les troubles au Yémen ont contribué à l’effondrement de l’autorité de l’État dans ces pays. Cette situation est un terreau fertile pour les organisations terroristes qui ont établi et étendu leur emprise sur de vastes territoires, de la Libye à l’Irak, générant une grave menace pour la sécurité régionale et mondiale. Ce contexte est utilisé par les recruteurs terroristes pour inciter les communautés en Europe à rejoindre le champ de bataille, en Syrie, en Irak et ailleurs.

Les Socialistes et Démocrates réaffirment que l’Europe doit contribuer positivement à la résolution des conflits, pour répondre aux reproches qui ne peuvent en aucun cas justifier le terrorisme, mais qui peuvent contribuer à lui procurer un appui.

3.4 Prévention et résolution des conflits

Le groupe S&D estime que la lutte contre le terrorisme doit demeurer une des priorités du dialogue politique entre l’UE et les pays tiers.

Les Socialistes et Démocrates reconnaissent que le terrorisme prospère dans les États fragiles et défaillants et l’Europe s’est montrée bien plus efficace dans sa réaction humanitaire aux crises qu’en matière de prévention et de résolution des conflits dans les pays qui suscitent des préoccupations. Comme la Libye et le Yémen sont peut-être tristement en train de le démontrer, on peut affirmer que le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme est d’empêcher les pays de sombrer dans la déliquescence.

Nous plaçons en faveur d’une utilisation plus active des instruments de la Politique de sécurité et de défense commune pour lutter contre le terrorisme et toute culture de la violence.

L'Europe doit tirer les leçons des échecs du passé et s'investir beaucoup plus dans l'édification nationale des États fragiles ou sortant d'un conflit, pour renforcer la sécurité et les institutions judiciaires susceptibles de bénéficier d'un appui important, améliorer la sécurité et le respect de l'état de droit.

3.5 Aide au développement et renforcement des capacités

Globalement, l'UE est le plus grand pourvoyeur d'aide au développement, ce qui lui donne la possibilité et la responsabilité d'utiliser son "soft power" (sa puissance douce) contre le terrorisme. L'UE doit contribuer au processus de reconstruction des États affectés par les crises des dernières décennies. Les États en crise, comme la Libye, la Syrie et le Mali, constituent des territoires fertiles pour les activités terroristes et leur financement.

Il est essentiel de soutenir des secteurs comme l'application de la loi, la justice pénale, la sécurité, l'infrastructure de crise, la réaction aux situations de crise et d'urgence, les contrôles aux frontières, la sécurité aérienne et les communications stratégiques. Toutefois, l'Europe doit veiller en permanence à ce que cette aide et les initiatives connexes soient poursuivies au moyen de son instrument de stabilité. Elle ne doit pas permettre que des fonds soient détournés de la lutte contre la pauvreté au titre de l'aide publique au développement selon la définition de l'Aide au développement et au renforcement des capacités. De telles actions seraient contre-productives à long terme.

Fournir une aide au développement et une aide humanitaire adéquates dans les zones de conflit peut contribuer à prévenir le recrutement ou la prolifération de l'idéologie terroriste. Ces aides doivent inclure des fonds permettant aux familles de rester ensemble et de lutter contre l'isolement et la ghettoïsation, mais également une aide en nature, comme une éducation adaptée aux zones de conflit. Ce type d'aide est particulièrement pertinent dans les pays voisins de la Syrie, que ce soit le Liban, la Turquie ou la Jordanie, où un financement accru doit être accordé à la société civile et aux organisations internationales pour renforcer l'éducation des jeunes réfugiés.

À long terme, les instruments d'aide et de développement peuvent aider à prévenir la radicalisation et le terrorisme en renforçant le développement humain tout comme le développement de la bonne gouvernance et d'institutions démocratiques dans les pays pauvres et fragiles. La région du Sahel requiert une attention particulière car elle est devenue une zone d'instabilité et d'insécurité où la radicalisation se propage et où le terrorisme s'impose comme un outil pour imposer une idéologie.

L'UE doit fixer des priorités dans l'aide au développement afin de promouvoir la bonne gouvernance, les droits de l'homme, la lutte contre les inégalités économiques et l'éducation.

L'aide au développement doit être la clé pour contribuer au renforcement des capacités de l'État. Dans l'hypothèse de régimes corrompus et non démocratiques, l'UE devra continuer à prendre des précautions spéciales pour empêcher le détournement de l'aide et renforcer la société civile. Dans des pays où sont déployées les missions PSDC, comme la République centrafricaine, nous souhaiterions plus de coordination accompagnée de mesures s'inscrivant dans la politique de développement et d'assistance.

Nous insistons sur l'importance d'un financement suffisant des politiques de développement et rappelons aux États membres leur engagement de verser 0,7 % de leur RNB à l'aide au développement. C'est particulièrement important pour 2015, année au cours de laquelle les nouveaux objectifs de développement durable, ainsi que leur financement, sont décidés au niveau international.

3.6 Lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

La radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme ont évolué et représentent un défi croissant pour l'Union européenne. La menace vient non seulement de grands groupes organisés, mais aussi d'autres plus petits ainsi que d'individus. L'internet est de plus en plus utilisé pour recruter et la propagande depuis des pays situés hors de l'UE. Un nombre important d'Européens partent à l'étranger pour s'entraîner et se battre dans les zones de combat. Ils se radicalisent alors d'autant plus et posent un problème de sécurité dans les zones de conflit et lors de leur retour dans leurs pays d'origine.

En coopération avec ses partenaires (notamment la Ligue des États arabes), l'Union européenne doit élaborer un mécanisme pour freiner les trafics d'armes en ciblant particulièrement les pays d'où est issu le terrorisme ou dans lesquels les terroristes sont entraînés. L'UE doit suivre de près l'exportation d'armement, en particulier de technologie à double usage susceptible d'être exploitée par des terroristes. Les pays de l'UE doivent aussi s'abstenir de conclure toute vente d'armes avec des pays connus pour soutenir une organisation terroriste. Nous exigeons une enquête si des violations du code de conduite de l'UE sont signalées de manière persistante, et soutiendrons tout ce qui sera entrepris pour renforcer cette réglementation.

L'UE doit utiliser des outils de politique étrangère plus puissants pour lutter contre le financement des organisations terroristes

par certains pays. La coopération avec les partenaires et pays clés dans la lutte contre le financement du terrorisme devrait être renforcée. L'UE doit ouvrir un dialogue avec les pays du Conseil de coopération du Golfe, en particulier avec des pays comme l'Arabie saoudite et le Qatar, connus pour apporter un soutien financier aux groupes terroristes. Nous sommes également préoccupés par les rapports adressés au Parlement européen selon lesquels les ventes de pétrole d'Irak aux pays européens ont directement et indirectement financé le terrorisme. L'UE ne doit pas hésiter à prendre des mesures restrictives contre les individus et les organisations dont il est prouvé, de manière crédible qu'ils financent ou se rendent complices, d'une manière ou d'une autre, du terrorisme; y compris s'ils viennent de pays "amis".

L'Union européenne doit s'efforcer d'améliorer les instruments de coopération permettant de recueillir des renseignements et des informations, et de partager des analyses sur la lutte contre le terrorisme en interne comme en externe, tout en respectant pleinement l'état de droit, les droits de l'homme et les intérêts des États membres et des partenaires extérieurs. Cette coopération devrait contribuer à mieux prévenir et poursuivre les activités terroristes et les actes criminels qui y sont liés au sein de l'UE et hors des frontières internationales de l'Union. Il conviendrait aussi de renforcer le rôle du EU INTCEN en tant que pôle d'évaluation du renseignement stratégique au niveau européen, notamment en matière de lutte contre le terrorisme.

Des organisations terroristes comme "l'organisation Etat islamique" ont démontré qu'elles étaient prêtes à se livrer à des actes d'une violence indicible à l'encontre des Yézidis, des chrétiens, des musulmans et autres groupes qui ne soutiennent pas leur idéologie extrémiste. Une stratégie de défense à long terme est nécessaire, et nous souhaitons que les Nations Unies et les pays de la région jouent un rôle plus important dans l'élaboration et à la mise en œuvre des actions nécessaires.

L'UE doit soutenir les initiatives internationales en matière de lutte contre la radicalisation et le terrorisme. Elle doit aussi

améliorer sa compréhension des motivations religieuses des groupes extrémistes pour mieux contrecarrer leur message, perfectionner sa communication stratégique et élaborer une stratégie d'ouverture vers le monde arabe. Elle doit notamment développer les messages discréditant la propagande terroriste, faire la promotion des droits fondamentaux et, compte tenu de l'augmentation de l'utilisation néfaste de l'internet dans le cadre de la radicalisation, être présente sur les réseaux sociaux et améliorer sa communication en arabe.

L'Europe doit reconnaître que la lutte contre la radicalisation dans les pays partenaires peut différer de celle qui est menée chez elle. Elle doit, dès lors, être prête à une nouvelle analyse et à adopter de nouvelles idées et perspectives dans et avec les pays partenaires. Ce faisant, nous devrions reconnaître qu'il peut être essentiel d'associer la société civile à cette démarche, d'introduire le débat public, l'éducation et le dialogue dans des pays où il est d'usage culturellement délimiter le débat politique, la liberté d'association et d'expression. L'Europe doit être prête à faire face à cette situation.

La lutte contre le terrorisme et ses causes implique des efforts non seulement aux plans officiel et diplomatique: elle nécessite également de s'adresser à la base des communautés et travailler avec les représentants de la société civile. Le dialogue interreligieux, notamment avec les musulmans et les autres chefs religieux, devrait également être un instrument clé. Il convient de souligner que, pour lutter contre la radicalisation, l'UE doit s'engager directement auprès des dirigeants modérés de la communauté musulmane afin de rester crédible et éviter que ses initiatives ne soient cataloguées comme complots visant à "diluer" ou à "libéraliser" les valeurs musulmanes et son mode de vie. Il est essentiel de coopérer avec les communautés musulmanes en Europe qui serviront de pont vers les pays d'origine. Les Socialistes et Démocrates plaideront en faveur d'un nouvel et puissant élan visant à promouvoir le dialogue interconfessionnel dans certains pays, certaines régions, entre l'Europe et les pays tiers, mais aussi dans le monde entier.

Les Socialistes et Démocrates plaideront en faveur d'un nouvel et puissant élan visant à promouvoir le dialogue interconfessionnel dans certains pays, certaines régions, entre l'Europe et les pays tiers, mais aussi dans le monde entier.

4. LUTTER CONTRE LE **TERRORISME** : 10 messages clés

Garantir la liberté, la sécurité et la justice à tous les citoyens de l'Union

1

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de garantir à nos concitoyens le niveau de sécurité le plus élevé possible. Cependant, avant de proposer de nouveaux plans, nous demandons la mise en œuvre et l'utilisation correctes et intégrales des instruments existants et une évaluation complète de toutes les politiques, mesures et instruments communautaires actuels en matière de sécurité et d'application de la loi.

2

Bien que le partage des données des dossiers passagers (PNR) des compagnies aériennes sur les passagers voyageant vers et depuis l'Union européenne ne soit pas une "solution miracle", le groupe S&D estime qu'elle pourrait contribuer à perturber les réseaux terroristes et ceux qui se rendent coupables de crimes graves de nature transnationale. Tout futur système PNR de l'UE sera soumis à de strictes conditions en matière de protection des données et de droits fondamentaux.

3

Toute tentative de modifier les accords de Schengen en introduisant des contrôles injustifiés et généraux irait à l'encontre de nos valeurs et impliquerait des coûts extrêmement élevés. Plutôt que de modifier le code frontières Schengen, toutes les options existantes au sein du système de Schengen devraient être utilisées, y compris les règles autorisant la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures, aux endroits et aux moments où ceux-ci sont justifiés.

Vers un modèle européen de bonnes pratiques en matière de lutte contre l'extrémisme

4

Le groupe S&D invite la Commission à recueillir et partager l'expérience des programmes de prévention et de déradicalisation des États membres et d'autres pays, comme la Norvège. Le réseau de sensibilisation à la radicalisation (Radicalisation Awareness Network, RAN) de la Commission constitue une base solide, mais il faut en faire davantage pour garantir la mise en place, dans tous les États membres, de normes de base dans les politiques de lutte contre l'extrémisme. Les normes laisseront toujours la marge nécessaire pour ajuster les politiques à un contexte national et local particulier. Avec ce degré de cohésion et de flexibilité, l'UE pourrait elle-même devenir un modèle de bonnes pratiques en matière de lutte contre l'extrémisme dans le monde entier.

5

Le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle actif dans la lutte contre l'islamophobie, comme il l'a fait avec l'antisémitisme. Il est proposé que l'UE organise annuellement un sommet de Bruxelles, qui adopterait le format du sommet de Londres contre l'antisémitisme. Tous les acteurs concernés y seront réunis pour poser les bases d'une campagne positive visant à démontrer que l'UE prend des mesures contre la discrimination religieuse. Ce sommet remettra aussi en cause le message extrémiste selon lequel l'UE serait foncièrement antimusulmane.

Promouvoir l'égalité des chances et lutter contre la discrimination

6

Le groupe S&D invite à un renforcement du Fonds Social européen, de la Garantie pour la jeunesse et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes pour lutter contre le taux croissant de chômage des jeunes, mais aussi proposer plus de programmes d'éducation et de formations professionnelles aux jeunes, surtout ceux qui ne sont ni scolarisés ni au travail ou en formation. Nous soutenons depuis longtemps l'adoption d'une directive complète contre la discrimination au niveau de l'UE.

L'éducation au service de la lutte contre l'extrémisme

7

L'éducation doit être considérée comme un investissement public. Dans le contexte de l'internet et des médias sociaux en particulier, enfants et adolescents doivent apprendre à comprendre les réalités, faire la différence entre les faits et les opinions, reconnaître la propagande et résister à toute forme d'endoctrinement et d'incitation à la haine. L'éducation est la pierre angulaire de la prévention de la radicalisation. Elle doit non seulement fournir des connaissances, des aptitudes et des compétences, mais aussi aider les jeunes, en étroite collaboration avec les parents et les familles, les enseignants et les activités hors de l'école, à développer des valeurs civiques, sociales et de respect des droits de l'homme et à devenir des citoyens actifs, responsables et ouverts d'esprit.

Dialogue international, renforcement des capacités et déradicalisation

8

La lutte contre le terrorisme doit rester une priorité dans le dialogue politique et en matière des droits de l'homme entre l'UE et les pays tiers. Pour vaincre les extrémistes, nous devons construire des ponts et intensifier notre engagement envers le monde musulman au sens large, reconnaissant et tirant les leçons des échecs passés de notre politique étrangère, et continuer à bâtir sur les solides fondations que sont les valeurs fondamentales de l'état de droit et des droits de l'homme.

Dans toutes ses activités de coopération antiterroriste avec des pays tiers, l'Europe doit toujours chercher à garantir une supervision judiciaire et une responsabilité juridique complètes, et maintenir son obligation légale de respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire international.

9

L'aide au développement doit contribuer au renforcement des capacités de l'État en lançant dans les pays affectés plus de projets et d'activités en matière d'application de la loi, de justice pénale, de réforme de la sécurité, d'infrastructures de crise, de réactions aux crises et situations d'urgence, de contrôles aux frontières, de sécurité aérienne et de communication stratégique.

L'Europe doit contribuer positivement à la résolution des conflits, stimuler les initiatives en faveur de sociétés plus ouvertes et renforcer significativement les efforts de reconstruction de la nation dans les États fragiles et sortant d'un conflit. Tout cela est nécessaire pour répondre aux reproches qui ne peuvent en aucun cas justifier le terrorisme, mais qui peuvent contribuer à lui procurer un appui.

10

L'UE doit améliorer sa communication stratégique, y compris le développement de messages discréditant la propagande terroriste; elle doit stimuler le dialogue interreligieux, y compris la coopération avec les dirigeants musulmans modérés; et elle doit établir des contacts avec la base des communautés et travailler avec les représentants de la société civile dans les pays d'où le terrorisme provient et où les terroristes sont entraînés.

Une nouvelle action européenne est nécessaire pour arrêter le flux d'armes en direction des groupes terroristes et tarir leurs sources de financement, y compris les ventes de pétrole et d'autres achats, un domaine où notre discours n'est pas toujours à la hauteur de nos actes.

LEXIQUE

Al-Qaïda (traduction: “la base”, “la fondation” ou “le fondement” et orthographié parfois al-Qa’ida) est une organisation islamiste militante mondiale fondée par Oussama ben Laden, Abdullah Azzam et plusieurs autres militants, entre août 1988 et la fin 1989. Ses origines remontent à la guerre menée par l’Union soviétique en Afghanistan. Elle a été classée comme organisation terroriste par le Conseil de sécurité des Nations unies, l’OTAN, l’Union européenne, les États-Unis, la Russie, l’Inde et plusieurs autres pays. Pendant la guerre civile en Syrie, des factions d’al-Qaïda ont commencé à se battre les unes contre les autres, ainsi que contre les Kurdes et le gouvernement syrien.

L’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE) est une organisation politique et économique composée de dix pays du Sud-Est asiatique. Elle a été constituée le 8 août 1967 par l’Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Depuis lors, le Sultanat de Brunei, le Cambodge, le Laos, le Myanmar (Birmanie) et le Vietnam l’ont rejointe. Elle a pour but d’accélérer la croissance économique, les progrès sociaux et l’évolution socioculturelle parmi ses membres, de favoriser la paix et la stabilité dans la région et de permettre aux pays membres de débattre de leurs différends dans un climat serein.

Le **système d’information anticipée sur les passagers (Advance Passenger Information System ou APIS)** est un système d’échange électronique des données établi par le bureau des douanes et de la protection des frontières du ministère américain de la sécurité intérieure (CBP). L’APIS régit la transmission d’un nombre limité de renseignements (informations d’identité figurant sur le passeport et informations de base concernant le vol) des sociétés commerciales de transport aérien vers le système informatique du pays de destination. Les voyageurs au départ ou à destination de certains pays sont priés de fournir des renseignements préalables (API) avant de procéder à l’enregistrement pour être autorisés à s’envoler.

Boko Haram (“l’éducation occidentale est interdite”) est un groupe djihadiste basé dans le nord-est du Nigeria, mais également actif au Tchad, au Niger et dans le nord du Cameroun. À l’origine, le groupe entretenait des liens avec al-Qaïda, mais a exprimé son soutien à l’État islamique en Iraq et au Levant en 2014 avant de lui prêter officiellement allégeance en mars 2015.

Le **CAD** (Comité d’aide au développement) est l’un des principaux forums au sein desquels les plus grands donateurs bilatéraux coopèrent en vue d’accroître l’efficacité de leurs efforts communs en faveur du développement durable. Le CAD se concentre sur la façon dont la coopération au développement internationale contribue à améliorer la capacité des pays en développement à participer à l’économie mondiale et la capacité des populations à vaincre la pauvreté et à participer pleinement à la vie de leurs sociétés.

Le **Code frontières Schengen** est un ensemble unique de règles régissant les contrôles de personnes aux frontières extérieures. Il définit le régime de franchissement des frontières extérieures et facilite l’accès de ceux qui ont un intérêt légitime à entrer dans l’Union. Un régime spécial, propre au petit trafic frontalier, a également été mis en place pour faciliter l’entrée des résidents frontaliers non européens qui doivent fréquemment franchir la frontière extérieure de l’Union. Une politique de visas commune facilite, en outre, l’entrée des visiteurs légaux.

Le **Conseil de coopération des États arabes du Golfe**, également connu sous le nom de **Conseil de coopération du Golfe**, est une union politique et économique intergouvernementale régionale composée de tous les États arabes du golfe Persique à l’exception de l’Iraq. Ses membres sont Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

“L’organisation Etat islamique” (ou Daech, acronyme de al-Dawla al-Islamiya fi Iraq wa ash-Sham autrement dénommé ‘État islamique en Iraq et au Levant (EIL), également connu sous le nom d’État islamique en Iraq et en Syrie ou État islamique en Iraq et al-Sham (EIIIS), ou simplement État islamique), est une organisation terroriste extrémiste islamique qui contrôle des territoires en Iraq et en Syrie, ainsi qu’une partie limitée du territoire libyen et nigérian. Le groupe opère également ou a fait des adeptes dans de nombreuses régions du monde, et notamment dans le Sud-Est asiatique. Le 29 juin 2014, le groupe s’est autoproclamé califat mondial, avec Abou Bakr al-Baghdadi pour calife, et s’est rebaptisé “État islamique”.

EUROJUST, l’Unité européenne de coopération judiciaire, est un organe de l’Union européenne institué en 2002 afin d’encourager et d’améliorer la coordination des enquêtes et

des poursuites judiciaires entre les autorités compétentes des États membres de l'Union chargées de traiter les affaires de grande criminalité transfrontalière organisée. EUROJUST est sise à La Haye (Pays-Bas).

EUROPOL est l'**Office européen de police** chargé de gérer l'échange et l'analyse des renseignements liés aux activités criminelles. Sa mission est d'améliorer l'efficacité des services répressifs des États membres de l'UE ainsi que leur coopération dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les formes graves de criminalité internationale et le terrorisme, dans le but de garantir une Europe plus sûre pour tous les citoyens de l'UE. Établi à l'origine sur la base d'une convention signée par les États de l'Union en 1995, Europol est opérationnel depuis 1999 et est devenu depuis le 1er janvier 2010 une agence de l'UE à part entière. Europol est sis à La Haye (Pays-Bas).

Le **Fonds social européen (FSE)** est le principal dispositif européen de soutien à l'emploi: il intervient pour aider à trouver des emplois de meilleure qualité et pour offrir des perspectives professionnelles plus équitables à tous les citoyens de l'UE. Pour ce faire, il investit dans le capital humain de l'Europe – les travailleurs, les jeunes et tous les demandeurs d'emploi. Avec un budget de 10 milliards d'euros par an, le FSE améliore les perspectives d'emploi de millions d'Européens, en portant une attention particulière aux plus en difficulté de trouver un emploi.

FRONTEX, l'**Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures**, coordonne la coopération opérationnelle entre les États membres en matière de gestion des frontières extérieures. Elle contribue au contrôle efficace, renforcé et uniforme des personnes et à la surveillance des frontières extérieures des États membres de l'Union. FRONTEX assiste les États membres dans la formation des gardes-frontières nationaux, et notamment l'établissement de normes communes de formation, effectue des analyses de risques, suit l'évolution de la recherche dans les domaines du contrôle et de la surveillance des frontières extérieures. Elle assiste également les États membres dans les situations qui exigent une aide technique et opérationnelle renforcée aux frontières extérieures, et fournit aux États membres l'appui nécessaire pour organiser des opérations de retour conjointes. FRONTEX a été établie en 2004. Elle est sise à Varsovie (Pologne).

Front al-Nosra, également dénommé Jabhat al-Nosra (Front de soutien au peuple du Levant), parfois également appelé Tanzim Qa'edat Al-Jihad fi Bilad Al-Sham ou al-Qaïda en Syrie ou al-Qaïda au Levant, est une branche d'al-Qaïda active en Syrie et au Liban. Décrit depuis comme étant à la fois "le groupe le plus agressif et prospère" et "l'une des forces rebelles les plus efficaces" en Syrie, il a été désigné comme organisation terroriste par les Nations unies, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Turquie.

La **Garantie pour la jeunesse** est une nouvelle initiative qui vise à lutter contre le chômage des jeunes en proposant à tous les jeunes de moins de 25 ans, qu'ils soient inscrits au chômage ou non, une offre de qualité dans les quatre mois suivant la fin de leur scolarité ou la perte de leur emploi. Cette offre doit consister en un emploi, un apprentissage, un stage ou une formation continue et être adaptée aux besoins et à la situation de chacun. Les pays de l'Union ont adopté le principe de la Garantie pour la jeunesse en avril 2013.

Le **Hamas** (Mouvement de résistance islamique) est une organisation islamique palestinienne dotée d'une branche militaire, les brigades Izz ad-Din al-Qassam, présente dans les territoires palestiniens et partout ailleurs dans le Moyen-Orient et notamment au Qatar. Le Hamas est classé comme organisation terroriste par le Canada, Israël, le Japon et les États-Unis. L'Australie et le Royaume-Uni ont désigné la branche armée du Hamas, les brigades Izz ad-Din al-Qassam, comme organisation terroriste. L'organisation est interdite en Jordanie. Elle n'est pas reconnue comme organisation terroriste par l'Iran, la Russie, la Norvège, la Suisse, la Turquie, la Chine et le Qatar.

Le **Hezbollah** (littéralement "parti d'Allah" ou "parti de Dieu") – également translittéré Hizbullah, Hizballah, etc—est un groupe islamiste chiite militant et un parti politique basé au Liban. L'aile paramilitaire du Hezbollah est le Conseil du Jihad. Les États-Unis, le Conseil de coopération du Golfe, le Canada et Israël ont placé le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. L'Union européenne et la Nouvelle-Zélande ont interdit la branche militaire, mais n'ont pas classé le Hezbollah dans son ensemble parmi les organisations terroristes. Le Hezbollah a été conçu par des religieux musulmans et financé par l'Iran à la suite

de l'invasion israélienne du Liban en 1982. Son but premier était d'offrir une résistance à l'occupation israélienne.

L'**Initiative pour l'emploi des jeunes** a été proposée lors du Conseil européen des 7 et 8 février 2013 et bénéficie d'un budget de 6 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Elle vise, en particulier, en vue de leur intégration professionnelle, à aider les jeunes sans emploi qui ne suivent ni études ni formation dans les régions de l'Union dont le chômage des jeunes excédait 25 % en 2012. La dotation dont bénéficie l'Initiative pour l'emploi des jeunes serait donc utilisée pour renforcer et accélérer les mesures exposées dans le paquet «Emploi des jeunes» de décembre 2012. Les fonds seraient notamment mis à la disposition des États membres afin de financer des mesures pour mettre en œuvre, dans les régions éligibles, la recommandation sur l'établissement d'une Garantie pour la jeunesse.

L'**INTCEN** (Centre d'analyse du renseignement de l'UE) est un organisme de renseignement de l'Union européenne (UE). Depuis janvier 2011, l'INTCEN fait partie du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) dirigé par la Haute Représentante de l'Union. L'INTCEN est en charge de l'analyse du renseignement, des alertes précoces et de l'évaluation des situations au profit de la Haute Représentante du SEAE, des différents organismes décideurs de l'Union compétents dans les domaines de politique étrangère et de sécurité commune, de politique de sécurité et de défense commune et de lutte contre le terrorisme, ainsi qu'au profit des États membres de l'Union.

La **ligue arabe**, officiellement Ligue des États arabes, est une organisation régionale de pays arabes situés en Afrique du Nord, dans la Corne de l'Afrique et dans le Sud-Ouest asiatique. L'objectif principal de la Ligue est de "resserrer les relations entre les États membres et de coordonner leur collaboration, de sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté, et d'examiner les affaires et intérêts communs des pays arabes".

L'**OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)** est la plus grande organisation intergouvernementale de sécurité au monde. Son mandat inclut des thématiques telles que le contrôle des armes et la promotion des droits de l'homme, de la liberté de la presse et des élections équitables. Elle trouve son origine dans la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui s'est tenue en 1975 à Helsinki en Finlande.

L'**OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord)**, également nommée Alliance de l'Atlantique Nord, est une alliance militaire intergouvernementale basée sur le traité de l'Atlantique Nord qui a été signé le 4 avril 1949. L'organisation

représente un système de défense collective où chaque État membre donne son accord à une défense mutuelle en réponse à une attaque perpétrée par un tiers. Le siège de l'OTAN se situe à Bruxelles, l'un des 28 États membres d'Amérique du Nord et d'Europe, dont les derniers, l'Albanie et la Croatie, ont rejoint l'organisation en avril 2009.

Le **Parti des travailleurs du Kurdistan**, généralement dénommé par son acronyme kurde **PKK (Partiya Karkerên Kurdistanê)**, est une organisation nationaliste kurde basée en Turquie et dans le Kurdistan iraquien. De 1984 à 2013, le PKK a mené une lutte armée contre l'État turc, revendiquant des droits culturels et politiques ainsi que l'autodétermination des Kurdes de Turquie, qui représentent entre 10 % et 25 % de la population. Le groupe a été fondé en 1978 dans le village de Fis (près de Lice) par un groupe d'étudiants kurdes. Depuis son arrestation et son emprisonnement en 1999, le responsable du PKK, Abdullah Öcalan, a abandonné le marxisme-léninisme, ce qui a mené le parti à adopter une nouvelle plateforme politique de "confédéralisme démocratique" (fortement influencé par la philosophie socialiste libertaire du collectivisme) et à renoncer à son appel officiel à la création d'un pays entièrement indépendant.

PEGIDA, ou **Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident**, est une organisation politique d'extrême droite allemande islamophobe fondée à Dresde en octobre 2014. Elle a organisé des manifestations contre ce qu'elle considère être l'islamisation de l'Occident, appelant à des règles plus strictes en matière d'immigration, en particulier à l'égard des musulmans. Elle cherche à modifier la législation allemande dans le domaine de l'immigration. PEGIDA a essaimé dans divers pays.

Le terme **Peshmerga** (littéralement "celui qui va au-devant de la mort") désigne les combattants des forces armées du Kurdistan iraquien. Le chef officiel des Peshmerga est le président du Kurdistan iraquien. Les combattants Peshmerga sont en grande partie divisés et contrôlés séparément par le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, même si tous deux prêtent allégeance au gouvernement régional du Kurdistan. Des efforts sont actuellement menés pour rassembler l'ensemble des forces au sein du ministère des affaires Peshmerga. Les Peshmerga sont chargés de défendre le territoire, la population et les institutions de la région du Kurdistan.

Le **PNR**, ou **dossier passager**, rassemble les informations fournies par les passagers lors de la réservation et de l'achat de leur billet et lors de l'enregistrement de leur vol, ainsi que les informations recueillies à des fins commerciales par les transporteurs aériens. Le dossier, ainsi constitué, comporte divers éléments tels que les dates du voyage, l'itinéraire,

les informations figurant sur le billet, les coordonnées du passager, le nom de l'agent de voyages auprès duquel le vol a été réservé, le moyen de paiement utilisé, le numéro du siège et les données relatives aux bagages. Ces informations sont enregistrées dans les bases de données de réservation et de départ des compagnies aériennes. De nombreux États ont accès aux données PNR dans le but de lutter contre les formes graves de criminalité et le terrorisme.

Le **Réseau européen de sensibilisation à la radicalisation (RSR)** est un réseau mis sur pied pour relier les communautés et les acteurs locaux impliqués dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Il s'agit d'un dispositif unique permettant aux groupes de praticiens issus de différents États membres de l'Union de se réunir, chacun dans leur domaine d'expertise, afin d'échanger leurs bonnes pratiques, leur expérience et leurs résultats en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Les conclusions du RSR sont remises aux décideurs politiques au niveau de l'Union et des États membres.

Le **RNB** (revenu national brut) est la somme des revenus obtenus au niveau national et international par les résidents d'un pays et se compose du produit intérieur brut (PIB) majoré par les revenus perçus par les résidents étrangers, moins les revenus perçus dans l'économie nationale par les non-résidents.

Le **Service européen pour l'action extérieure (SEAE)** est un service de l'Union européenne (UE) établi à la suite de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1er décembre 2009. Officiellement lancé le 1er décembre 2010, il sert de ministère des affaires étrangères et de corps diplomatique européen et met en œuvre la politique extérieure et de sécurité commune ainsi que d'autres domaines de la représentation externe de l'Union. Le SEAE est dirigé par et assiste la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR), fonction également créée par le traité de Lisbonne.

Le **SIS** ou **Système d'information Schengen** est un système d'information de large ampleur très efficace qui soutient le contrôle aux frontières extérieures et la coopération policière dans les États de l'espace Schengen. Le SIS permet aux autorités compétentes, comme la police et les gardes-frontières, de saisir et de consulter des signalements relatifs à certaines catégories de personnes ou d'objets recherchés ou disparus. Un signalement SIS contient non seulement des informations sur une personne ou un objet particuliers, mais également des instructions claires sur ce qu'il convient de faire au moment de la détection de la personne ou de l'objet. Les Bureaux nationaux spécialisés SIRENE servent de points de contact

pour tout échange d'informations supplémentaires et pour la coordination des activités liées aux alertes SIS.

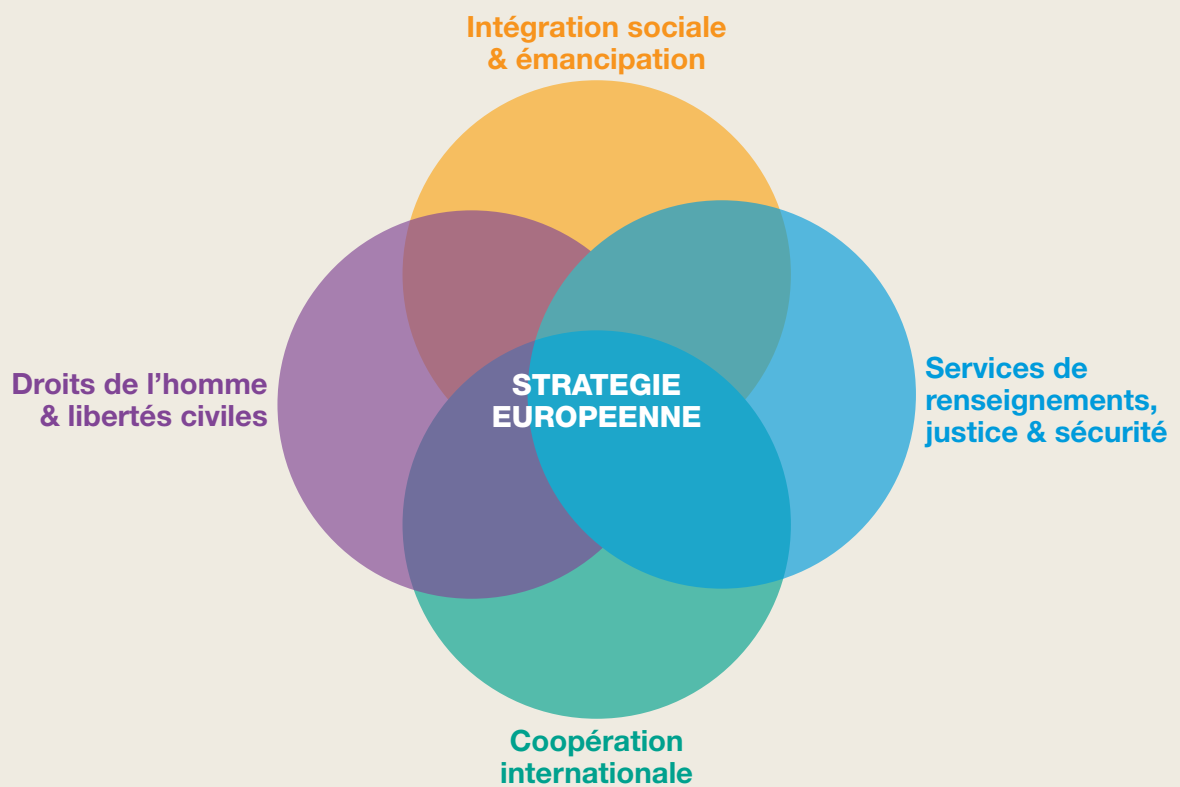
SIS II est une version améliorée du Système d'information Schengen (SIS). Lancé en avril 2013, il propose des fonctionnalités améliorées, notamment la possibilité d'introduire des données biométriques et de nouveaux types de signalement, la possibilité de mettre en relation différents signalements (par exemple le signalement d'une personne et celui d'un véhicule) et un dispositif d'interrogations directes du système. SIS II contient également des copies des Mandats d'arrêt européens (MAE), qui ont la même valeur légale reconnue que les originaux, ce qui permettra aux autorités compétentes un suivi nécessaire plus aisé et plus rapide.

Le **VIS** ou **Système d'information sur les visas** permet aux États Schengen d'échanger des données sur les visas. Il consiste en un système informatique central relié aux systèmes nationaux par une infrastructure de communication. Il relie les consulats dans les pays tiers et les points de franchissement des frontières extérieures de l'espace Schengen. Il traite les données et les décisions relatives à des demandes de visas de courte durée pour se rendre dans l'espace Schengen ou transiter par ces pays. Le système peut réaliser des correspondances biométriques, principalement des empreintes digitales, à des fins d'identification et de vérification.

Les **Yézidis** sont un groupe ethno-religieux dont la religion syncrétique mais ancienne est liée au zoroastrisme et aux croyances de la Mésopotamie antique. Ils vivent essentiellement dans la province de Ninive en Iraq. D'autres communautés présentes en Arménie, en Géorgie et en Syrie voient leurs nombres diminuer depuis les années 1990 en raison d'une forte migration vers l'Europe, et en particulier vers l'Allemagne. En Arménie, les Yézidis sont reconnus comme groupe national. En août 2014, les Yézidis ont été pris pour cibles par l'État islamique en Iraq et au Levant dans le cadre d'une campagne de "purification" de l'Iraq et des pays voisins aux influences non islamiques.

Sources: <http://europa.eu>
<https://en.wikipedia.org>

LUTTER CONTRE LE TERRORISME



A PROPOS DU GROUPE S&D

Le Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (Groupe S&D) est le deuxième groupe politique au Parlement européen. Il compte 191 eurodéputés issus des 28 États membres de l'UE.

Nous sommes partisans d'une société européenne qui favorise l'intégration fondée sur la solidarité, l'égalité, la diversité, la liberté et l'équité. Nous militons pour la justice sociale, l'emploi et la croissance, les droits des consommateurs, le développement durable, la réforme des marchés financiers et le respect des droits de l'homme, pour créer une Europe plus forte et plus démocratique.

Rejoignez-nous :



[socialistsanddemocrats](https://www.facebook.com/socialistsanddemocrats)



[socsanddems](https://www.youtube.com/socsanddems)



[socsanddems](https://plus.google.com/socsanddems)



[TheProgressives](https://twitter.com/TheProgressives)

www.socialistsanddemocrats.eu

S&D

Group of the Progressive Alliance of
Socialists & Democrats
in the European Parliament